

Ouverture de la conférence de presse de M. le Président de la République

Publié le 13 Novembre 2012

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Je suis heureux de vous accueillir, pour cette conférence de presse, au Palais de l'Élysée, qui est la première maison de la République.

J'honore ainsi un engagement pris devant les Français. Celui de rendre compte de mon action, deux fois par an, de façon ouverte et démocratique. Après ce propos liminaire, je répondrai bien volontiers à vos questions.

Au cours des six premiers mois de mon quinquennat, beaucoup d'autres de mes engagements ont été tenus.

Tout ce qui pouvait être adopté par décret, avant même les élections législatives, l'a été : la réduction des rémunérations du Président de la République, du Premier ministre et des ministres, l'encadrement des salaires des dirigeants des grandes entreprises publiques, la limitation de la hausse des loyers, l'augmentation de 25 % de l'Allocation de Rentrée Scolaire, le retour à la retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé de travailler tôt.

Dès la nouvelle Assemblée nationale élue, au cours de la session extraordinaire puis pendant cette session ordinaire convoquée par anticipation, des textes importants ont été adoptés. Le budget, bien sûr. Le traité européen de stabilité et le pacte de croissance. La BPI. La loi relative à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme. Les emplois d'avenir.

Tout cela, les Français le savent.

Mais les Français savent aussi que la crise s'est approfondie :

* Pour le cinquième trimestre consécutif, notre croissance est nulle ;

* Le chômage poursuit sa forte hausse depuis deux ans ;

* Les plans sociaux, dont certains avaient été retenus, s'accumulent.

Les Français sont inquiets et s'interrogent. Leur questionnement est double :

* « Que va devenir la France ? A-t-elle encore un avenir ? Quelle place pour elle dans la mondialisation ? Est-elle condamnée au déclin que beaucoup lui prédisent ? » ;

* « Que va-t-il advenir de mon emploi, de mon logement ? Quelle est ma place dans la société ? Mon travail est-il reconnu à sa juste valeur ? De quoi mon avenir sera-t-il fait ? ».

Nos compatriotes sont donc travaillés à la fois par la peur du déclin collectif et par la crainte du déclassement individuel.

Cette angoisse économique et sociale nourrit une interrogation plus profonde : la France doute d'elle-même, de son identité et de sa capacité à rebondir. Et il est vrai que notre pays est surendetté, que sa compétitivité est dégradée, que son économie est à l'arrêt.

Cette situation est d'abord le résultat d'un basculement et d'une fragmentation de l'économie mondiale. La mondialisation a rebattu les cartes économiques entre nations. Mais notre pays porte aussi une part de responsabilité. Il a trop longtemps tergiversé. Cinq graves erreurs ont été commises par ses dirigeants :

* Certains ont cru que la France pourrait se passer d'industrie, que l'Asie deviendrait « l'atelier du monde » et que notre économie n'en pâtirait cependant pas. Tout cela n'était qu'une chimère. Une France sans usines serait une France qui ne produirait plus, et donc une France qui déclinerait ;

* Nos capacités de recherche, d'investissement, de formation et d'innovation ont reculé. C'est l'immense chantier de l'éducation, de la maternelle à l'Université, qui est à refonder ;

* Depuis 10 ans, une politique laxiste de cadeaux fiscaux aux plus nantis a généré une dette publique écrasante --plus 900 milliards d'euros de 2002 à 2012 (900--1800) ;

* Les inégalités -- de revenus, de territoires, d'accès au savoir et à la formation-- se sont aggravées ;

* La « valeur travail » a été atteinte, sous l'effet moralement destructeur du chômage de masse, du temps partiel et de la précarité, qui frappent particulièrement notre jeunesse.

Il faut désormais réagir. Notre pays a perdu beaucoup de temps. Mais rien n'est définitivement compromis et nous avons encore les moyens de nous relever et de décider de notre destin. Nous sommes un grand pays.

La mondialisation dicte ses questions à toutes les nations. Mais chacune est libre de choisir sa réponse.

La réponse de la France, c'est la justice.

C'est le sens de la dernière élection présidentielle. Les Français m'ont élu parce qu'ils ont voulu que la grande transformation de la France, rendue nécessaire par le nouvel ordre économique mondial, se fasse dans la justice. Lorsque la situation est particulièrement difficile, les Français font le choix de la gauche. Parce que c'est elle qui garantit le mieux la justice.

La justice sera la boussole du quinquennat entier comme elle a été celle des six derniers mois. Aujourd'hui, cela signifie que nous demandons plus d'efforts à ceux qui ont plus. Demain, la justice nous permettra de donner plus à ceux qui ont moins.

La justice est la condition du succès du redressement que nous avons engagé.

Ce redressement est une œuvre exigeante. C'est dur. Je le sais. Et nos concitoyens le savent.

Leur attente de résultats est grande. J'y souscris. Ils seront finalement les seuls juges, le moment venu.

D'ici là, pour moi, seule compte la responsabilité qui est la mienne : mobiliser toutes les forces de la Nation pour gagner la bataille du redressement, c'est-à-dire pour retrouver de la croissance et créer des emplois.

D'ici là, ce qui compte, ce ne sont pas les sondages, c'est le chômage. C'est lui qui sape notre moral collectif, qui désespère notre jeunesse, qui inquiète les parents. Tout sera engagé pour l'endiguer d'ici un an.

L'effort de redressement que nous avons à accomplir en tant que Nation, et ce qu'il me revient de conduire en tant que chef de l'Etat, est d'une difficulté inédite.

Il nous faut, dans le même temps : restaurer nos comptes publics ; rétablir la compétitivité de notre économie ; réduire les inégalités ; redonner confiance aux Français et fierté à la France ; enfin, réorienter l'Europe.

Et tout cela, il nous faut l'accomplir sans la croissance. Il nous faut le faire précisément pour reconquérir la croissance.

Cet effort sera celui de tous les Français. C'est un acte patriotique que nous ferons ensemble.

Cet effort sera équitablement réparti. Ceux qui ont le plus seront le plus sollicités. L'effort sera réel mais il sera juste et l'Etat en prendra sa part. Les hausses d'impôts concerneront pour l'essentiel les plus favorisés : c'est vrai des entreprises comme des ménages.

Cet effort requiert du courage. Le courage ne consiste pas à réclamer --comme le font certains-- une politique qui frapperait les seuls salariés, les classes populaires et moyennes.

Le courage, c'est de prendre des mesures difficiles mais justes, qui mettent à contribution chacun selon ses moyens et non selon son pouvoir d'influence.

L'espoir est possible. Celui du progrès partagé, de la performance économique et de la solidarité, de l'avenir meilleur pour chacun d'entre nous. Il n'y a pas de fatalité au décrochage de notre économie.

C'est dans cet esprit que je m'adresse à tous les Français, et d'abord à ceux qui doutent et souffrent le plus.

A la jeunesse, qui est au cœur de mon projet pour la France, et dont l'avenir, notamment à travers l'école, constitue la priorité de l'action gouvernementale.

Aux ouvriers, aux employés, trop souvent laissés pour compte de la mondialisation, qui subissent de plein fouet les délocalisations et les plans sociaux.

Aux classes moyennes, qui ont été trop sollicitées ces dernières années ; elles doivent savoir que ma politique vise à les protéger et à les soutenir.

Aux dirigeants économiques et financiers de notre pays, dont je souhaite qu'elle redevienne exemplaire, qu'elle retrouve le sens de l'action collective, et qu'elle mette ses talents au service de la France.

Depuis le 15 mai dernier, avec le Premier ministre et le gouvernement, j'ai engagé ce redressement.

1. L'urgence, c'était de sauver la zone euro. J'y ai consacré beaucoup de mon temps et de mon énergie, depuis le 15 mai. Le Conseil européen des 28 et 29 juin nous aura permis d'avancer. Le mécanisme de supervision bancaire sera prêt début 2013. La banque centrale européenne a pris, le 6 septembre, une décision historique, jetant les bases d'une solution à la crise des dettes souveraines. Quant au traité budgétaire, il n'était qu'une première étape, mais une étape importante ; nous l'avons franchie.

Dans le même temps, la réorientation de l'Europe a été engagée, à travers le pacte de croissance, mais aussi la taxe sur les transactions financières. Adoptée par onze pays, elle est le premier temps de l'indispensable reprise de contrôle de la finance par le politique.

2. Le redressement des finances publiques était un impératif national. Pour pouvoir peser en Europe, bien entendu. Mais d'abord et avant tout pour nous-mêmes. Ce que nous avons fait, nous l'avons décidé librement. Rien ne nous a été imposé de l'extérieur.

Aucune spéculation financière ne s'est déchaînée contre nous, qui nous aurait conduits à un quelconque revirement.

Après le collectif budgétaire de l'été, le redressement de nos finances est désormais en marche avec le projet de loi de finances 2013, qui fixe l'objectif de 3% de déficit. Cet effort sera poursuivi. Nous atteindrons l'équilibre en 2017. Ce budget 2013 représente aussi la première étape de la grande réforme fiscale que j'ai proposée aux Français. Celle-ci a un seul objectif, toujours le même : la justice.

Justice que de taxer de la même manière les revenus du capital et ceux du travail. C'est fait.

Justice que de revenir sur la réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune. C'est fait.

Justice que de demander plus à ceux qui gagnent le plus, en taxant à 75% les revenus supérieurs à 1 million d'euros. C'est fait.

3. Aujourd'hui, c'est à la lancinante question de la compétitivité que nous nous attaquons. C'est un enjeu décisif pour l'avenir de la France.

La compétitivité, ce sont des entreprises qui se développent, qui gagnent des parts de marché, qui investissent de nouveaux secteurs de l'économie, qui créent des emplois.

La compétitivité, ce sont des salariés au travail, bien payés, bien formés.

La compétitivité, c'est la France qui attire de nouveaux investissements, qui revient dans le jeu de la mondialisation, qui retrouve le moyen de maîtriser son avenir.

Derrière le mot « compétitivité » il y a le mot « emploi ». La compétitivité de notre pays est notre meilleure arme contre le chômage.

Or la spécialisation de nos entreprises a toujours été défailante, nos choix stratégiques trop souvent en décalage avec la demande mondiale, notre politique industrielle inadaptée à la nouvelle donne industrielle et technologique. Notre faible compétitivité est un véritable « mal français ».

Surtout, en dix ans, notre situation s'est considérablement dégradée.

La part de la France dans les exportations mondiales est passée de 5% en 2000 à 3,3% aujourd'hui. La part de l'industrie dans la production nationale est passée de 18% en 2000 à 12,5% en 2011. Alors qu'au début de la décennie 2000 notre balance commerciale était excédentaire de 25 milliards d'euros, le déficit de notre commerce extérieur a atteint l'année dernière un record de 75 milliards d'euros.

Aujourd'hui, notre seul moyen de retrouver de la croissance, dans une économie ouverte et sans pouvoir recourir à l'endettement, c'est de restaurer notre compétitivité.

Cette question a été trop longtemps ignorée ou sous-estimée par les gouvernements successifs.

Pour notre part, nous l'avons prise au sérieux. Nous avons pris le temps de l'examiner, de nous appuyer sur la compétence et l'expérience de Louis GALLOIS et de redonner toute leur place aux partenaires sociaux dans la préparation et la mise en œuvre des réformes.

Nous l'avons fait pour prendre les bonnes décisions. Parce que le repli actuel de l'industrie française n'a rien d'inéluctable et qu'il doit être enrayé.

Une bonne décision consiste à traiter en profondeur les causes, diverses, de ce repli, qui ne se résumant pas au seul coût du travail. Le financement de l'économie, l'innovation, le développement des filières industrielles sont également des questions importantes.

Une bonne décision prend en compte la situation de l'économie française. L'état de celle-ci ne lui permettait pas de supporter une ponction de 30 milliards d'euros d'un seul coup. Nous allons agir dans la durée, de manière résolue mais progressive dans le temps.

Une bonne décision cherche à être durablement efficace. C'est pourquoi, à la formule incantatoire du « choc de compétitivité » -qui ne vise qu'un effet de communication et non un effet thérapeutique- j'ai préféré proposer aux Français un « pacte de compétitivité ».

Ce n'est pas là affaire de mots. C'est un choix politique. Celui d'une méthode --déterminée et durable et non brutale et éphémère ; d'un contenu --traitant toutes les dimensions du problème ; et d'un objectif --le rétablissement de la confiance.

Confiance entre tous les Français ; entre les Français et leurs entreprises ; entre les entreprises et l'Etat.

Personne ne sera opposé à personne. Il ne s'agit pas de donner aux entreprises en prenant aux salariés. Il s'agit même d'associer -et c'est là une avancée majeure- les salariés aux décisions des entreprises en faisant entrer leurs représentants au sein des Conseils d'administration. Il s'agit de donner de la force aux entreprises, de la sécurité aux salariés et de la confiance à la France.

Ce pacte concerne toutes les entreprises, de la PME à la holding mondialisée, de la boulangerie de quartier à l'entreprise du CAC 40.

Ce pacte vise à :

- produire davantage et mieux en France ;
- réduire les coûts de production de nos secteurs exposés à la concurrence internationale ;
- réduire, en valeur, les dépenses publiques --sécurité sociale et collectivités territoriales incluses - sans pour autant --et j'y insiste-- mettre à mal nos services publics essentiels ;
- nous appuyer sur nos potentiels d'innovation qui sont un atout majeur pour la France.

Le Premier ministre a annoncé, mardi dernier, les décisions fortes qui constituent ce pacte.

Le crédit impôt emploi produira ses effets dès 2013, il représentera un coût de 20 milliards d'euros la 3ème année (2015).

Dans le même temps, le taux de l'impôt sur les sociétés sera modulé afin d'encourager l'investissement dans l'entreprise plutôt que la distribution de dividendes aux actionnaires.

Cette relance de notre compétitivité sera financée de façon juste et équilibrée.

J'ai fait annuler l'augmentation massive de la TVA décidée par la majorité précédente et demandé une refonte de cette taxe. C'est là un choix juste et efficace. Le taux sur les produits de première nécessité baissera de 5,5% à 5% ; la hausse sera très faible sur le taux normal, passant de 19,6 à 20% ; quant au taux intermédiaire, les professions concernées bénéficieront largement du crédit d'impôt-emploi comme des contrats de génération.

La solution alternative --une hausse de la CSG- aurait interféré avec le financement de la protection sociale, dont l'avenir fait l'objet de négociations entre les partenaires sociaux. Surtout, elle aurait conduit à une amputation du pouvoir d'achat des Français aux effets très néfastes.

Un plan d'économies budgétaires supplémentaires de 10 milliards d'euros en 2015 me sera soumis dans les mêmes délais. Il ne s'agira pas de réduire les moyens de l'Etat de façon aveugle, mais de permettre une redéfinition stratégique des missions du service public. Après les 10 milliards déjà inscrits dans le PLF 2013, ces 20 milliards d'économies représentent un effort jamais accompli depuis 50 ans. A l'effort de l'Etat se joindront ceux des opérateurs, des collectivités locales, des organismes de protection sociale. Chacun en prendra sa part.

Enfin, le Premier ministre me remettra, à la fin du premier semestre 2013, dans le prolongement des travaux de la Conférence environnementale, des premières propositions pour jeter les bases d'une fiscalité écologique.

Pendant la campagne, j'avais proposé aux Français le redressement productif. Aujourd'hui, je prends mes responsabilités et j'affirme une constance et une cohérence en leur proposant un pacte de croissance, de compétitivité et d'emploi.

Le pacte de compétitivité, c'est le redressement productif en actes.

Restaurer la compétitivité de notre économie suppose aussi de remettre la finance au service de l'économie. C'est le rôle de la banque publique d'investissement qui vient de voir le jour. Ce sera aussi l'objet de la loi de séparation bancaire qui sera examinée avant la fin de l'année. Certaines activités spéculatives seront interdites : en particulier les CDS sans contrepartie et le « trading de haute fréquence ». Les activités sans liens avec l'activité économique seront séparées de ce qui doit redevenir le cœur de l'activité bancaire : le financement des entreprises et des particuliers.

Restaurer notre compétitivité, c'est enfin améliorer le dialogue dans les entreprises, et entre les partenaires sociaux. C'est le sens des deux grandes négociations lancées en septembre dernier : la première porte sur les modalités de mise en œuvre du contrat de génération et a abouti à un accord signé par toutes les organisations syndicales et patronales ; la seconde est en cours et concerne la sécurisation de l'emploi. C'est un enjeu décisif pour permettre aux salariés et aux entreprises d'avoir demain, à la fois, plus de souplesse et plus de protection. Il s'agit de mieux anticiper les mutations économiques, de prévenir les plans sociaux et donc les licenciements, de restaurer de la confiance au sein de l'entreprise. Je souhaite que cette négociation historique donne lieu à un compromis avant la fin de l'année.

4. Je m'attacherai dans le même temps à défendre nos valeurs. Celles qui nous permettent de vivre ensemble, de façon plus apaisée, dans le rassemblement au-delà de nos différences, en renouant avec la marche vers le progrès.

Cela passe par la réaffirmation de l'autorité de l'Etat et des valeurs de la République. Toutes les valeurs. La sécurité en est une. L'insécurité est une inégalité sociale, frappant les plus modestes des Français.

Je veux une politique de sécurité forte et juste. Avec un renforcement des moyens de police et de gendarmerie et une concentration de ceux-ci là où ils sont les plus nécessaires. Aucun territoire de la République ne peut être abandonné à des voyous ou à des réseaux mafieux. L'Etat ne tolère aucune zone de non droit. Notre fermeté sera sans faille.

50 zones de sécurité prioritaires viendront rejoindre la liste des 13 premières déjà rendues publiques.

La laïcité est une valeur qui libère, une valeur moderne, une valeur qui doit nous rassembler. Nous serons intraitables sur son respect. Personne ne doit être inquiété du fait de ses convictions religieuses. La nation, ouverte et tolérante, est garante de la liberté des cultes. La France est riche de sa diversité, mais la condition du "vivre ensemble", c'est le respect scrupuleux des valeurs et des principes qui fondent notre République. Liberté de croire ou ne pas croire ; égalité des citoyens, des femmes et des hommes ; fraternité entre nos concitoyens. (Nous élaborerons une charte de laïcité, qui fixera, pour tous les citoyens, un ensemble de droits et de devoirs. Elle sera annexée à notre Constitution).

La République vit à travers les destins de femmes et d'hommes, de familles, qui ont fait le choix de la France. Le retour de l'aventure républicaine, ce sera aussi une nouvelle politique de naturalisation, plus ouverte et plus accueillante.

Ce sera encore une modernisation de la vie publique. Lionel JOSPIN a, sur ce sujet, tracé des perspectives précises. Nous allons, à la suite du rapport qu'il m'a remis le 9 novembre, interdire le cumul des fonctions exécutives locales avec les mandats parlementaires, réformer le statut juridictionnel du chef de l'Etat, imposer la parité dans la réalité de la vie de notre démocratie --en un mot rénover notre République, la rendre exemplaire. Le Parlement sera saisi d'un projet de réforme constitutionnelle au printemps 2013.

La République devra enfin se traduire par une nouvelle façon de vivre ensemble, plus ouverte, plus tolérante, plus indifférente aux différences.

Cela passera notamment par le mariage pour tous, ou par le droit de vote aux étrangers aux élections municipales.

Ces deux projets suscitent des résistances, des hostilités, des oppositions. Je les connais. Mais je tiens à dire que ma détermination, personnelle et politique, sur ces deux réformes qui sont des engagements personnels, est totale.

Ouvrir le mariage aux personnes de même sexe, c'est faire œuvre d'égalité. C'est respecter l'institution qu'est le mariage et la rendre accessible à des Françaises et des Français qui en sont pour l'heure écartés. C'est prendre en compte la réalité humaine que représente l'homosexualité.

En ce qui concerne le droit de vote des étrangers aux élections municipales, il nous faudra construire une majorité politique de progrès, qui sache dépasser les contours de la majorité présidentielle. C'est dans

cette perspective que je demande au Président de l'Assemblée nationale et au Président du Sénat de nouer les contacts nécessaires à l'émergence de cette majorité d'idées.

Mesdames et Messieurs,

La France, nation citoyenne, a besoin d'un grand projet collectif pour se mobiliser.

Les Français, face aux difficultés, trop souvent doutent de l'avenir de leur pays et se réfugient dans la nostalgie.

Ce soir, je veux leur dire simplement ceci : je comprends vos interrogations, vos impatiences, vos irritations. Mais la force qui nous permettra de relever la France, c'est vous, les Français. Nous sommes un grand pays et nous n'avons pas dit notre dernier mot.

Si nous le voulons, la France sera de retour dans le concert des Nations. A condition de nous montrer lucides face à la réalité et solidaires dans l'épreuve. A condition de retrouver le sens du patriotisme.

Mon devoir, comme Président de la République, c'est de vous dire la vérité et d'assumer ma responsabilité.

La vérité, c'est que les deux années à venir sont difficiles. Je vous l'avais dit pendant la campagne ; nous y sommes, désormais. La vérité, c'est aussi que cette épreuve, nous la franchirons ensemble, unis dans l'effort et dans l'espoir. Cet espoir ne sera pas déçu. Nous sommes capables de nous relever. Nous y réussirons.

Ma responsabilité, c'est de fixer les priorités de la Nation et de les tenir. Je suis comptable de l'avenir de la France. J'ai fixé mes priorités et je m'y tiendrai : le redressement pour la France, la justice pour tous les Français.

Le cap est fixé et il ne changera pas : la croissance, l'emploi, la réduction des inégalités, la justice et le progrès social.

L'ambition est tracée : une France apaisée, des Français rassemblés, une jeunesse à l'avenir retrouvé, une économie forte, une société ouverte.

Les moyens sont arrêtés : le redressement budgétaire et industriel, des réformes structurelles, s'appuyant sur les atouts de notre pays pour le relever, la mobilisation de tous les Français.

Je vous remercie.